



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Cycles de l'eau - GEMAPI - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie pour la mise en œuvre du plan d'actions sur les sites naturels protégés des salines de Villeneuve et de l'étang de Vic pour l'année 2022 - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence GEMAPI relative à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention cadre avec le Conservatoire du Littoral a été adoptée le 1^{er} août 2018. Elle se décline pour chaque site naturel protégé concerné par le périmètre de la Métropole, sur les communes littorales de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, à travers des conventions dédiées signées entre 2018 et 2019 pour :

- La gestion des marais du Méjean (n°34-98), en lien avec la commune de Lattes ;
- La gestion du site de l'étang de Vic (n°34-132), en lien avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée ;
- La gestion du site des salines de Villeneuve (n°34-295), en lien avec le CEN Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée.

Chaque année, un programme d'actions est proposé par le CEN Occitanie. Il est inscrit dans les plans de gestion adoptés sur chaque site en 2012 pour les Salines de Villeneuve, en 2013 sur les berges de l'Arnel et en 2015 sur l'étang de Vic. Il comporte notamment des opérations ayant pour objectif de :

- Conserver ou restaurer les rôles et fonctionnalités de la zone humide ;
- Organiser l'accueil et la fréquentation des sites ;
- Préserver et mettre en valeur des sites ;
- Organiser les activités économiques et traditionnelles ;
- Affiner les connaissances sur les milieux ;
- Gestion des espèces et des milieux naturels ;
- Assurer et conforter la gestion courante des sites ;
- Mise en œuvre du plan de gestion de l'étang de Vic et berges de l'Arnel.

Le coût global de ces actions est estimé à 297 725 € pour l'année 2022, avec le plan de financement suivant :

- CEN Occitanie : 19 %
- Montpellier Méditerranée Métropole : 38 %
- Région Occitanie : 13 %
- Département de l'Hérault : 10 %
- Sète Agglopôle Méditerranée : 20 %

La Région Occitanie et le Département de l'Hérault interviennent dans le cadre de la convention pour la gestion et la mise en valeur des espaces naturels sensibles du littoral, dans le Département de l'Hérault, propriétés du Conservatoire du Littoral. La Métropole apporte un soutien financier au CEN Occitanie à hauteur de 115 000 €, pour la mise en œuvre du programme d'actions relatives à la compétence GEMAPI, et financé par la taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution d'une subvention de 115 000 € au Conservatoire d'Espaces Naturels Occitanie pour la mise en œuvre du plan de gestion sur les sites du Conservatoire du Littoral, de l'étang de Vic et des Salines de Villeneuve pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178454-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CEN-convention2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.